



No climate for profit

N°1 : Mai 2025



Dans ce numéro

- Ce qu'il faut savoir !..... 2
- Les acteurs locaux se forment pour contrer les abus climatiques des entreprises..... 4
- Former pour mieux combattre les crimes climatiques..... 5
- Sikakondji : quand le calcaire nourrit le ciment... et la colère..... 6

In this edition

- What You need to know !..... 2
- Local actors build capacity to counter corporate climate abuses..... 4
- Training to better combat climate crimes..... 5
- Sikakondji: When limestone feeds cement... and anger..... 6

Ce qu'il faut savoir !

Justice climatique

Concept qui reconnaît que les changements climatiques ont des implications éthiques, politiques et sociales, affectant de manière disproportionnée les populations vulnérables. La justice climatique vise à corriger ces inégalités en reliant la lutte contre le dérèglement climatique à celle pour les droits humains et l'équité.

Crimes et abus climatiques

Actions ou omissions délibérées de la part d'entreprises ou d'États qui contribuent de façon significative au dérèglement climatique, violent les droits des communautés locales ou entravent les efforts de protection de l'environnement.

Mécanismes non judiciaires

Procédures de plainte ou de résolution de conflits en dehors des tribunaux, telles que les médiations, les recours auprès des institutions nationales des droits de l'homme ou les instances internationales, utilisées lorsque les voies judiciaires sont inefficaces ou inaccessibles.

Plaidoyer climatique

Stratégie visant à influencer les décideurs politiques, économiques et sociaux pour qu'ils adoptent des mesures urgentes et équitables face à la crise climatique, notamment via des campagnes de sensibilisation, du lobbying ou des actions médiatiques.

Litigation climatique

Utilisation du système judiciaire pour tenir pour responsables les États ou les entreprises qui ne respectent pas leurs obligations en matière de protection du climat ou qui causent des dommages environnementaux.

Responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE)

Engagement volontaire ou obligatoire des entreprises à respecter des normes éthiques, sociales et environnementales dans leurs activités, au-delà de leurs obligations légales.

Impacts différenciés

Effets des changements climatiques ou des activités industrielles qui touchent de manière inégale les populations, en particulier les femmes, les communautés autochtones et les personnes vivant dans la pauvreté.

Mobilisation citoyenne

Processus par lequel les citoyens s'organisent collectivement pour revendiquer leurs droits, défendre leurs territoires et exiger des comptes des pouvoirs publics et des entreprises.

Abus environnementaux

Actions qui portent atteinte à l'environnement, comme la pollution, la déforestation ou la destruction d'écosystèmes, souvent liées à des activités industrielles non régulées ou illégales.

Face au dérèglement climatique, la justice climatique établit un lien crucial entre la protection de l'environnement et la défense des droits humains. Ce concept reconnaît que les populations vulnérables subissent de façon disproportionnée les conséquences des changements climatiques, tandis que les crimes et abus climatiques perpétrés par certaines entreprises ou États exacerbent ces inégalités.

Pour contrer ces dérèglements, deux approches complémentaires se développent : la litigation climatique (recours aux tribunaux) et les mécanismes non judiciaires (médiations, instances des droits de l'homme), soutenus par un plaidoyer climatique actif et une mobilisation citoyenne croissante.

La traçabilité des produits forestiers et miniers devient ainsi un outil essentiel pour lutter contre les abus environnementaux, permettant d'identifier les responsabilités face aux impacts différenciés subis par les communautés.

Dans ce contexte, la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE) représente un engagement fondamental attendu des acteurs économiques, au-delà de leurs seules obligations légales. L'articulation de tous ces mécanismes - juridiques, citoyens et entrepreneuriaux - forme aujourd'hui une réponse cohérente et nécessaire pour faire face à l'urgence climatique et garantir un avenir équitable pour tous.

What You need to know !

Climate Justice

A concept that recognizes that climate change has ethical, political, and social implications, disproportionately affecting vulnerable populations. Climate justice aims to correct these inequalities by linking the fight against climate disruption to the struggle for human rights and equity.

Climate Crimes and Abuses

Deliberate actions or omissions by companies or states that significantly contribute to climate disruption, violate the rights of local communities, or hinder environmental protection efforts.

Non-Judicial Mechanisms

Complaint or conflict resolution procedures outside of courts, such as mediations, appeals to national human rights institutions, or international bodies, used when judicial avenues are ineffective or inaccessible.

Climate Advocacy

A strategy aimed at influencing political, economic, and social decision-makers to adopt urgent and equitable measures in the face of the climate crisis, notably through awareness campaigns, lobbying, or media actions.

Climate Litigation

The use of the judicial system to hold states or companies accountable for failing to meet their obligations regarding climate protection or for causing environmental damage.

Corporate Social and Environmental Responsibility (CSR)

The voluntary or mandatory commitment of companies to adhere to ethical, social, and environmental standards in their operations, beyond their legal obligations.

Differentiated Impacts

The effects of climate change or industrial activities that unequally affect populations, particularly women, indigenous communities, and people living in poverty.

Citizen Mobilization

The process by which citizens organize collectively to claim their rights, defend their territories, and demand accountability from public authorities and companies.

Environmental Abuses

Actions that harm the environment, such as pollution, deforestation, or the destruction of ecosystems, often linked to unregulated or illegal industrial activities.

climate change requires tightly linking environmental protection with human rights defense through climate justice. This approach acknowledges that vulnerable populations bear the disproportionate burden of climate impacts, while corporate and state-led climate crimes and abuses further deepen these inequalities.

To address these challenges, two complementary strategies are gaining ground: climate litigation (using judicial systems) and non-judicial mechanisms (mediations, human rights bodies), both strengthened by active climate advocacy and growing citizen mobilization.

Ensuring traceability of forest and mineral products has become a vital tool in combating environmental abuses, helping to pinpoint responsibility for the differentiated impacts on affected communities. In this context, Corporate

Social and Environmental Responsibility (CSR) represents a fundamental commitment expected from economic actors, beyond mere legal compliance. The combination of these legal, civic, and corporate mechanisms now forms a coherent and essential response to the climate emergency, working toward a fairer future for all.

Les acteurs locaux se forment pour contrer les abus climatiques des entreprises

Deux jours d'échanges intenses, d'analyses et d'engagement citoyen ! Les 22 et 23 avril 2025, la salle de conférence de la FONGTO a vibré au rythme de l'atelier organisé par l'ONG *Les Amis de la Terre – Togo (ADT-Togo)*, avec l'appui de *Les Amis de la Terre International et de Waverly Street Foundation*. Objectif : outiller les organisations environnementales, les municipalités et les communautés locales pour mieux lutter contre les abus climatiques des entreprises – sans passer par la voie judiciaire.

Autour d'experts passionnés comme **Kokou Elorm AMEGADZE** (Directeur Exécutif de l'ONG *ADT-Togo*), **Dr Nakodjoua KOLANI** (membre de la *Commission Nationale des droits de l'Homme*) et **Hector Sann'do NAMMANGUE** (*journaliste environnementaliste*), et Cyril MENSAH -Chargé de programme à *ADT-Togo*, les participants ont découvert comment relier plaidoyer, droits humains et actions médiatiques pour défendre un environnement sain.

La rencontre a permis d'outiller les participants sur des thématiques clés telles que les droits humains face au changement climatique, le rôle des médias dans le plaidoyer climatique et la mobilisation communautaire.

Les participants ont également travaillé en groupes sur la typologie des abus climatiques et sur des stratégies locales de résistance et d'action collective.

Les discussions ont révélé une même conviction : **la justice climatique commence par la mobilisation citoyenne**.

Entre exposés, débats et travaux de groupe, l'atelier a permis de dégager des pistes d'action concrètes pour renforcer la collaboration entre OSC, autorités locales et communautés. Une dynamique nouvelle est désormais enclenchée : celle d'un mouvement collectif prêt à faire entendre la voix des communautés face aux abus climatiques des entreprises et à bâtir un avenir plus juste et durable pour tous.

Local actors build capacity to counter corporate climate abuses

Two days of intense discussions, analysis, and citizen engagement! On April 22 and 23, 2025, the conference hall of FONGTO came alive with the energy of a workshop organized by *Friends of the Earth – Togo (FoE-Togo)*, with support from *Friends of the Earth International* and the *Waverly Street Foundation*. The objective: to equip environmental organizations, municipalities, and local communities with the tools to effectively combat corporate climate abuses — through **non-judicial mechanisms**.

Surrounded by passionate experts such as **Kokou Elorm AMEGADZE** (Executive Director of *FoE-Togo*), **Dr. Nakodjoua KOLANI** (Member of the *National Human Rights Commission*), **Hector Sann'do NAMMANGUE** (environmental journalist), and **Cyril MENSAH** (Program Officer at *FoE-Togo*), participants explored how advocacy, human rights, and media actions can come together to defend a healthy environment.

The workshop strengthened participants' understanding of key topics, including human rights in the face of climate change, the role of the media in climate advocacy, and community mobilization. They also worked in groups to identify different types of climate abuses and design local strategies for resistance and collective action.

Throughout presentations, debates, and group work, one conviction emerged: **climate justice begins with citizen mobilization**.

The event concluded with concrete proposals to strengthen collaboration between civil society organizations, local authorities, and grassroots communities. A new dynamic is now underway — that of a collective movement ready to amplify community voices against corporate climate abuses and to build a more just and sustainable future for all.



Former pour mieux combattre les crimes climatiques

Monrovia, Septembre 2025 – En première ligne face aux impacts du changement climatique, la société civile libérienne se dote d'armes juridiques pour tenir tête aux entreprises dont les activités accentuent la crise environnementale.

Le *Sustainable Development Institute (SDI)*, avec l'appui de *Les Amis de la Terre International* et *Waverly Street Foundation*, organisé un atelier de formation intensif de deux jours, réunissant 23 acteurs clés : représentants d'institutions gouvernementales, d'ONG environnementales et de communautés locales affectées.



société civile informée et formée est un rempart essentiel contre l'impunité des pollueurs.

Training to better combat climate crimes

Monrovia, September 2025 – On the front lines of climate change impacts, Liberian civil society is equipping itself with legal tools to confront companies whose activities exacerbate the environmental crisis.

The *Sustainable Development Institute (SDI)*, with support from *Friends of the Earth International* and *the Waverly Street Foundation*, organized an intensive two-day training workshop, bringing together 23 key stakeholders: representatives from government institutions, environmental NGOs, and affected local communities.



Au programme : comprendre, identifier, agir.

L'objectif était clair : outiller les participants pour documenter les infractions et initier des actions en justice. Sous le leadership de l'expert juridique Cllr. Abraham B. Sillah, les sessions ont décortiqué le cadre légal libérien, des infractions forestières (abattage illégal, trafic de bois), les crimes environnementaux (pollution de l'air, de l'eau, des sols).

« Cet atelier nous a donné les clés pour passer du constat à l'action », témoigne un participant. Les échanges ont permis d'établir une feuille de route commune, incluant l'identification de communautés-pilotes pour le recueil de preuves et la définition de stratégies pour interpellier les décideurs.

Prochaine étape : sur le terrain.

Le travail ne fait que commencer. Forts de ces nouvelles compétences, les participants se préparent maintenant à mener des enquêtes de terrain rigoureuses. L'objectif est de bâtir des dossiers solides en vue de poursuites judiciaires potentielles contre des entreprises ciblées, comme *Bea Mountain*, accusée d'abus environnementaux.

Cette initiative s'inscrit dans un projet plus large de mobilisation pour la justice climatique, démontrant qu'une

On the agenda: understand, identify, act.

The goal was clear: to equip participants with the skills to document offenses and initiate legal action. Under the leadership of legal expert Cllr. Abraham B. Sillah, the sessions dissected the Liberian legal framework, covering forestry offenses (illegal logging, timber trafficking) and environmental crimes (air, water, and soil pollution).

"This workshop gave us the keys to move from observation to action," shared one participant. The discussions led to a common roadmap, including the identification of pilot communities for evidence collection and the definition of strategies to engage decision-makers.

Next step: into the field.

The work is just beginning. Empowered with these new skills, participants are now preparing to conduct rigorous field investigations. The objective is to build strong cases for potential legal proceedings against targeted companies, such as *Bea Mountain*, accused of environmental abuses.

This initiative is part of a broader mobilization for climate justice, demonstrating that an informed and trained civil society is an essential bulwark against polluter impunity.

Sikakondji : quand le calcaire nourrit le ciment... et la colère

À Sikakondji, dans la préfecture de Yoto, les montagnes de poussière remplacent peu à peu les champs de maïs et les forêts. Depuis plus de dix ans, la société Scan-Togo, filiale du géant allemand Heidelberg Materials, exploite le calcaire, pierre essentielle à la fabrication du ciment. Mais pour les habitants, les promesses de développement se sont transformées en désillusion.

Les résultats d'une récente enquête menée par Les Amis de la Terre-Togo révèlent un tableau inquiétant : *plusieurs ménages ont perdu leurs terres agricoles, 75 % constatent une dégradation de la qualité de l'air et de l'eau, et aucun n'a perçu de bénéfice tangible de la présence de l'entreprise*. Poussière omniprésente, maladies respiratoires, sources d'eau polluées, bruit incessant... le quotidien des habitants s'est détérioré à mesure que les camions chargés de calcaire envahissent les routes.

Pourtant, l'entreprise continue d'afficher son engagement pour un « développement durable ». Sur le terrain, les villageois, eux, dénoncent un profond sentiment d'abandon : *consultés au début du projet, mais exclus ensuite des décisions qui les concernent directement*. Les indemnités promises n'ont jamais été équitables, et les autorités locales se disent impuissantes face au géant industriel.

Ce constat dépasse le seul cas de Sikakondji. Il illustre une tendance plus large d'*impunité climatique des multinationales*, dont les activités aggravent la crise environnementale sans que les populations touchées ne puissent faire valoir leurs droits. Au Togo comme ailleurs, les industries extractives émettent d'importantes quantités de CO₂ et détruisent les moyens de subsistance des communautés rurales, pourtant peu responsables du dérèglement climatique.



C'est pour *rompre ce cycle d'injustice* que Les Amis de la Terre-Togo, avec leurs partenaires, collectent actuellement des preuves en vue de saisir les institutions. L'objectif : faire reconnaître les violations du droit à un environnement sain, du droit à la santé et du droit à la terre.

À Sikakondji, les habitants espèrent que cette plainte fera enfin entendre leur voix. Car pour eux, la lutte ne porte pas seulement sur des tonnes de calcaire, mais sur *le droit de vivre dignement sur une terre respirable et fertile*.

Sikakondji: When Limestone Feeds Cement... and Anger

In Sikakondji, in the Yoto prefecture, mountains of dust are slowly replacing fields of maize and patches of forest. For over a decade, Scan-Togo, a subsidiary of the German giant Heidelberg Materials, has been mining limestone—the key ingredient in cement production. But for local residents, promises of development have turned into deep disappointment.

A recent investigation by Friends of the Earth–Togo paints a troubling picture: *many households have lost their farmland, 75% report a decline in air and water quality, and none have seen any tangible benefit from the company's presence*. Ubiquitous dust, respiratory diseases, polluted water sources, constant noise—the daily lives of residents have worsened as limestone trucks take over their roads.

Yet, the company continues to tout its commitment to “sustainable development.” On the ground, however, villagers speak of a deep sense of *abandonment: consulted at the start of the project but later excluded from decisions that directly affect them*. Promised compensations were never fair, and local authorities admit feeling powerless in the face of the industrial giant.

This situation goes beyond Sikakondji. It highlights a broader pattern of *climate impunity among multinational corporations*, whose activities worsen the environmental crisis while affected communities are left without recourse. In Togo, as elsewhere, extractive industries emit vast amounts of CO₂ and destroy the livelihoods of rural populations—those least responsible for climate disruption.

To *break this cycle of injustice*, Friends of the Earth–Togo and its partners are now gathering evidence to present before national institutions. Their goal: to have violations of the rights to a healthy environment, health, and land formally recognized.

In Sikakondji, residents hope this complaint will finally make their voices heard. For them, the struggle is not only about limestone—it is about the right to live with dignity, on *land that is both breathable and fertile*.

À ne pas manquer, dans le prochain numéro

Entre autres :

- Les résultats de collecte d'autres données sur les entreprises en lien avec les changements climatiques
- Les cas de saisies d'institutions appropriées dans deux pays d'Afrique de l'Ouest.

**In the next issue - Don't miss:
Among other highlights:**

- Results from additional data collection on corporate climate change performance
- Case studies of institutional seizures in two West African countries

Contact presse

Les Amis de la Terre-Togo

Tél. : +228 90355777/+228 90113095

Email : adt-togo@amiterre.org/

cymens14@gmail.com

Site web : <https://amiterre.org/>

Press Contact

Sustainable Development Institute (Friends of the Earth-Liberia)

Tel.: +231 770 164598/ +231 888 806 378

Email: gardeayouway@gmail.com

Website: <https://www.sdiliberia.org/>

